

BWENANDO

LE PREMIER JOURNAL DE KANAKY

100F N°3 - 25 JUILLET 1985

HEBDOMADAIRE

KANAKY



L'ENJEU DU FORUM

edito

POUEBO: LA TERRE EN DEUIL

social

SANTE : LE BILAN MARESCA

ii. k. s.

LES E.P.K. DE XARACÙÙ

COURRIER DES LECTEURS

Monsieur BURCK,

Je sollicite une petite place pour vous dire que je ne suis pas d'accord, quand, dans votre article : "Halte à l'hypocrisie, oui à la Justice" (BENANDO n° 1 page 11), vous soutenez que l'on oublie la justice.

Le petit livret "Proposition de dialogue mars 85" page 5 n'omet pas du tout la justice. En effet, on peut lire, je cite ; "Le but de notre lutte n'est pas de chasser les blancs au pouvoir, pour prendre leur place au sommet sans rien changer des structures d'exploitation liées à la domination coloniale, mais à la fois de prendre le pouvoir et de mettre en place les bases d'une société plus juste. Et plus loin, "le but de notre lutte peut se résumer de la façon suivante : la prise du pouvoir jeter les bases d'une société plus humaine et plus juste..."

BENANDO
Le premier journal de Kanaky
BP 1671 - NOUMEA
Directeur de la publication:
Léopold JOREDIE

BENANDO
est tiré à 3.000 exemplaires
sur les presses d'I.C.P.

ABONNEMENTS

Abonnement de soutien :
10.000 F
Nelle Calédonie :
1 an : 5.000 F CFP
6 mois : 2.500 F CFP
FRANCE :
Avion, 1 an : 7.850 F CFP
VANUATU :
Avion, 1 an : 6.250 F CFP
AUSTRALIE - Nelle ZELANDE :
Avion, 1 an : 6.450 F CFP
POLYNESIE FRANCAISE :
Avion, 1 an : 6.150 F CFP
WALLIS - FUTUNA :
Avion, 1 an : 5.450 F CFP
EUROPE :
Avion, 1 an : 8.850 F CFP
AMERIQUE :
Avion, 1 an : 8.150 F CFP
Pour tout autre pays ou
acheminement par voie de
surface, nous consulter.

On en parle, on en parle !
Pas d'accord non plus lorsque vous voulez que l'on vous explique le sens des mots, haine, peur, paix. Allons donc, à qui faut-il expliquer ces sentiments que nous sommes tous capables de ressentir. Il n'est même pas utile de citer des exemples...

Quant à la situation coloniale, le LKS s'étend largement sur ce sujet. Et l'éternel combat patrons-ouvriers n'est-ce pas l'affaire du syndicat, et non pas d'un parti politique ?

Je puis me tromper, alors dites le moi. Je n'ai peut-être rien compris.

ANNE

N.D.L.R.

Vous ne vous trompez pas, vous êtes trompée !

Votre lettre prouve à quel point une personne peut, en toute bonne foi, se laisser facilement abuser par le charme des mots et par les idéologues de la "pluri-maigouille".

Car voyez-vous, chère Madame, vous ne changerez pas les "structures d'exploitation liées à la domination coloniale" (dixit petit livret) et vous ne pourrez "jeter les bases d'une société plus juste" (en tout cas certainement pas en Kanaky) sans, précisément, "chasser les blancs au pouvoir", pour reprendre vos propres termes (car nous n'employons pas ce genre de raccourci démagogique).

Car ce n'est tout de même pas de notre faute si les "blancs", en tant qu'entité socio-culturelle, se sont toujours confondus et se confondent encore largement avec les structures coloniales de pouvoir, sous toutes ses formes.

Rassurez-vous, chère amie, ce n'est même pas de votre fait si le pouvoir de classe des oligarchies foncières et des dynasties du négoce co-

lonial s'est toujours développé dans les plis de la prédominance structurelle d'une seule ethnique, en l'occurrence la communauté blanche. Vous ne faites qu'émerger au système, vous n'en êtes qu'un rouage. Dire cela, ce n'est pas faire du racisme à rebours, mais de la sociologie politique élémentaire.

Que BAILLY et LALIE aient omis de vous l'expliquer, c'est parce que, tout simplement, ils sont inaccessibles à ce genre de réflexion, car empêtrés dans leur discours "humano-progrésiste" qui tourne à vide. LAFLEUR doit penser qu'avec ces doux rêveurs, les patrons et les colons ont encore pour 1300 ans ! Et vous, les dindons de la farce.

Quant à "l'éternel combat patrons-ouvriers", si c'est l'affaire exclusive d'un syndicat, à quels glorieux combats réservez-vous donc les partis politiques, fusent-ils "révolutionnaires" comme le LKS ?

Ce que vous n'avez pas compris, chère Anne, c'est qu'ici en Kanaky, "faire de la politique" ne relève pas seulement des œuvres de bienfaisance pour petit-bourgeois.

La perle de la semaine

Joseph CAHIE (commençant une cérémonie de mariage traditionnel à Tahiti (Festival) : "Comme jadis, au temps des Gaulois, les chefs arrivent portés par leurs sujets".

(Dimanche 14/07/ - RFO)

POUEBO:

LA TERRE EN DEUIL

Dimanche dernier, à Tchambouene, une querelle clanique a "mal tourné" et s'est soldée par la mort d'un homme, tué par balles. Nicolas NON-MOIGNE avait tout juste 30 ans, un âge indigne pour mourir. Tragique, absurde, dégueulasse... Les mots ne veulent plus dire grand chose lorsqu'on est confronté à l'inavaisemblable, à l'intolérable : que des kanaks puissent en arriver là, pour une "histoire de terres".

Consternation et désarroi, c'est ce que nous avons tous ressentis à l'annonce de cette nouvelle, car le drame de Pouébo n'est pas un banal "fait divers" ou un simple et malheureux accident de parcours sur la route de l'indépendance. Personne ne peut se voiler la face : ce qui vient de se passer est infiniment grave, non pas seulement parce que nous prenons soudainement conscience que des affrontements semblables peuvent se reproduire dans bien d'autres endroits de Kanaky, mais parce que cette affaire révèle à quel point les causes les plus nobles peuvent être perverties, et, ce qui est pire, sans même que l'on s'en rende compte. Il est certes plus

confortable de glorifier nos "martyrs" lorsque la comptabilité des morts nous offre des arguments d'autorité imparables. Mais il faut également avoir le courage de regarder en face nos contradictions, d'assumer nos "bavures". Car aujourd'hui c'est la terre kanake qui porte le deuil, parce que c'est toute une façon de concevoir notre rapport à la terre sacrée, saintuaire des ancêtres et "patrie des hommes libres", qui est ébranlée. La terre n'est pas un trophée de guerre exposé à la convoitise de prédateurs qui n'attendent que le moment propice pour se disputer la vieille dépouille coloniale. Un siècle et demi de mainmise coloniale n'ont pas réussi à tuer le souffle vital de la terre kanake, malgré l'effroyable agression dont elle a eu à pâtir et malgré les stigmates que le Pays kanak porte encore dans sa chair.

Si aujourd'hui des clans et des familles kanakes entières se déchirent dans des querelles fratricides, c'est bien parce qu'elles ressentent cruellement le manque de terres, car dans la plupart des cas ces clans ont été "transplantés" de force loin

de leurs tertres d'origine et qu'ils éprouvent mutuellement la "légitime" nécessité de se forger une identité sur un bout de terre promise convoitée, pour les mêmes raisons, par leurs voisins et compagnons d'infortune.

Et que dire de la lourde responsabilité des bureaucrates de l'Office Foncier qui ont "distribué" des terres en fonction des critères de la "sécurité publique" et qui n'ont jamais osé se frotter de face aux oligarchies foncières caldoches.

Il ne s'agit pas de nier ni d'occulter les déterminismes coloniaux, pour reprendre le langage des "spécialistes de la question foncière", mais de prendre conscience des dangers de dérapages des revendications de terres, dès lors qu'elles ne sont plus seulement impulsées par des motivations "nationales" et qu'elles traduisent le "vécu" de l'oppression quotidienne des gens dépossédés de "leurs" terres.

Au Congrès de Hienghène, le Petit Chef d'Arama avait parlé d'honorer "le sang des morts qui a fertilisé la terre de l'indépendance". Nicolas fait partie de ceux-là.

F.U.L.K.



Compte-rendu de la journée d'information du FULK

Sur la proposition du Bureau Politique, le Comité Régional FULK de Nouméa a rassemblé tous ses membres pour une journée de réunion à Koutio le 14 juillet dernier au domicile de M. Yann Céléné UREGEI, Secrétaire Général du FULK.

La réunion avait pour but d'informier les militants sur le travail qui se fait à Nouméa au niveau des structures du FLNKS à savoir le Gouvernement Provisoire, le Bureau Politique et le Comité de Lutte. Malgré une pluie battante beaucoup de militants sont venus tout de même assister à cette journée d'information, et cela à la grande satisfaction de tous.

Suite aux informations données à cette occasion, un débat s'est créé autour des points, à savoir, le journal, la radio, la création d'une centrale d'achat à Nouméa, les cartes d'adhérents du Parti, les prochaines consultations

réionales, le recensement, le projet de loi et l'inscription de la Nouvelle-Calédonie sur la liste des Territoires non-autonomes du Comité de décolonisation. Des propositions concernant quelques uns de ces points ont pu également être retenues, et vont dans le sens des actions que le Parti, dans le cadre de sa participation au FLNKS, aura à mener. Enfin, ce fut une réunion où tout le monde en a profité pour réfléchir collectivement sur les évolutions qui ont lieu actuellement sur la scène politique du Territoire.

A noter que l'enthousiasme était de concert et qu'un bougna avait accompagné cette réunion qui a pris fin dès la tombée de la nuit. Tous les militants qui étaient alors présents ont pu fixer la date pour une deuxième journée d'information qui aura lieu le 15 août prochain.

Pierre XULUE
Secrétaire Adjoint du FULK.

CONCEPTION

- L'Ecole populaire kanake de Conception organise également dimanche 28 juillet une journée d'information dans le but de faire connaître l'EPK.

Un débat est programmé pour l'après-midi, débat consacré à l'expérience générale des écoles populaires.

Lieu de l'animation : C/o NICO à partir de 9 heures.

HENCHENE

- Réunion le week-end dernier des comités de lutte et des sections de base pour préparer le programme électoral au niveau de la commune. Une mise en commun est prévue pour le samedi 27 juillet avec tous les comités de lutte de la région Nord.

Les camarades nous signalent d'autre part, qu'une intervention des gendarmes mobiles a eu lieu le samedi 13 juillet à la tribu de Gavatch, au cours de laquelle de la vaisselle et des mobilier ont été cassés et des cases saccagées. Les mobiles ont tenu des femme en joue avec leurs fusils pendant que certains de leurs collègues déchiraient de la monnaie kanake en signe de provocation.

YATE

- Une réunion des représentants des comités de lutte de la Région Centre-Sud aura lieu à Yaté samedi 27 juillet.

Par la même occasion, le Comité de lutte FLNKS de Yaté organise à Waho, les 27 et 28 juillet une grande kermesse avec notamment au programme différents stands de jeux et d'artisanat, une mini tombola, de la restauration diverse et une animation permanente pour adultes et enfants. Le clou de la kermesse : une nuit vidéo non-stop sur les luttes de libération dans le monde. Ouverture des stands samedi 27 juillet à 8 h. VENEZ NOMBREUX !!

1) L'alcool sévit toujours dans certaines tribus de Thio ; les dernières arrestations de Saint-Pierre en témoignent. Le FLNKS de Thio a donc encore une fois décidé d'intervenir énergiquement en faisant détruire 2 réserves d'alcool dans 2 magasins.

2) La maison d'édition EDIPOP a maintenant son antenne dans Thio-Mission.

3) Sur l'exploitation minière : un minéralier japonais vient de jeter

l'ancre à Thio. C'est le premier, depuis les événements et il ne passe pas inaperçu. 25.000 tonnes de nickel de plus ou de moins...

4) Le district de Borindy situé entre Thio et Yaté est composé de 5 tribus - Port-Bouquet, Grand-Borindy, Saint-Joseph, St-Jean Baptiste et Petit Borindy. On y accédait par bateau. 1985 voit enfin le rêve se réaliser : la route promise des campagnes électorales d'antan devient réalité. Borindy est maintenant desservi par une piste praticable par beau temps. Il faut dire que les habitants de ce district y ont grandement contribué en ouvrant, bénévolement, pendant les derniers événements, cinq kilomètres de cette piste.

TEMALA

- Un jeune militant, Daniel TEIN-PADOM, a été arrêté dimanche 21 juillet par les gendarmes à la tribu de Témala dans le cadre des poursuites judiciaires engagées à son encontre pour "refus de servir l'armée coloniale française", conformément aux consignes du 3ème Congrès du FLNKS.

Radio Cocotier



LIQUIDATION

- On se souvient que MILLIARD a engagé une procédure de licenciement contre les 2 secrétaires de la Délegation de la N.C. à Paris dans le cadre d'une "réorganisation du service". En fait, il s'agissait d'éliminer 2 femmes kanakes qui n'ont pas le bon profil politique (et ethnique) pour le gouvernement actuel. L'une des deux a en outre l'inconvénient d'être la propre nièce d'Ello MACHORO. Manque de pot, nos camarades ont saisi le Conseil des Prud'hommes et le Tribunal Administratif de Paris. Le Tribunal a envoyé une correspondance auprès du gouvernement actuel pour avoir des précisions sur les motifs de licenciement et sur la "réorganisation du service". On dit que les services de MILLIARD sont très emmerdés par cette affaire et dans l'incapacité de fournir des explications crédibles pour justifier cet acte arbitraire.

INDISERETS

- Profitant d'un séjour en France, le Directeur du Service des Contributions aurait demandé (et obtenu ?) la mutation de 2 de ses collaborateurs inspecteurs car ils manifestaient trop de zèle dans l'épluchage des comptes douteux de certaines sociétés et de certains ténors de la Droite.

MONSIEUR PROPRE

- Propos entendus dans les coulisses de RFO : "Un bon coup de "BAYGON" dans les tribus et on n'en parle plus". Ca n'empêche pas le même mercenaire-journaliste spécialisé dans les souliers à crampons de vanter le charme des marathons pluri-ethniques dans le décor de rêve de l'Île des Pins.

INCERENCE

- La semaine dernière, a eu lieu une Evasan sur la France prévue de longue date.

L'infirmière accompagnatrice du malade (infirmière qui travaille dans le service où le malade avait été hospitalisé) a donc pris ses dispositions et agi en conséquence. La veille du départ, par un simple coup de téléphone, l'infirmière s'est entendue annoncée qu'elle ne partait plus. Le contre ordre émanant de Mr MILLIARD, Ministre du Travail et de la Fonction Publique. Motif invoqué : la priorité revenait à une infirmière de Nouville pour raisons personnelles. Il y a là, premièrement un manque de correction vis à vis de la première infirmière, un mépris total du Personnel paramédical. Et deuxièmement, de quel droit et à quel titre Mr MILLIARD se permet-il de désigner le personnel d'Evasan ?

SANTE:BILAN MARESCA

Le Gouvernement, malade de ses décisions santé-sociales

Le Ministre chargé de la Santé et des Affaires Sociales a dressé le 10.07.85 un bilan avantageux de son action depuis le 18 novembre. Qu'en est-il du contenu réel des décisions gouvernementales ?

Dans le domaine social, le Ministre a effectivement, parfaitement rempli ses obligations vis à vis des intérêts qu'il soutient : le rééquilibrage des comptes de l'assurance maladie-maternité a été obtenu par un accroissement des cotisations certes, mais aussi par une diminution extrêmement sensible des remboursements. D'autres solutions pouvaient-elles être trouvées ? A coup sûr, pour peu que le concept de solidarité soit un peu plus prioritaire dans les motifs des choix gouvernementaux. Mais alors, il faut connaître la situation financière de l'ensemble du système et pas seulement d'un de ses éléments. L'Administration n'est pas encore en mesure de préciser le coût des dépenses santé de ce pays et de la façon dont elles sont prises en charge par les divers organismes. Sans avoir la prétention de fournir des chiffres incontestables, car l'accès aux sources de l'information est difficile pour les adversaires du gouvernement, le coût des dépenses santé en 1984 est de l'ordre de 10.170.000.000 F CFP qui se décompose ainsi :

hospitalisation publique : 4.100.000.000, hospitalisation privée : 700.000.000, Formations sanitaires de l'Intérieur et des Iles : 570.000.000, Médecine libérale et para-médicale : 2.880.000.000, Pharmacie, Laboratoire :

temps que le Gouvernement se décide à réfléchir globalement et non pas secteur par secteur, au coup par coup, dans l'incohérence la plus parfaite.

L'exemple type de l'incohérence gouvernementale a été illustré par



1.920.000.000.

Qui prend en charge ces dépenses ? D'une façon approximative, on peut estimer la structure suivante des dépenses :

Etat-Territoire : 1792.000.000 soit 17% - Aide Médicale gratuite : 1.400.000.000 soit 14% des dépenses santé -CAFAT : 3.370.000.000 soit 33% des dépenses santé - Mutuelles : 2.200.000.000 soit 22% -Payants : 1.400.000.000 soit environ 10.000 FCFP par habitant par an. Soit 14% des dépenses santé.

Ajoutons que 80% de ces dépenses se font dans la zone géographique de Nouméa. Il serait

le dossier "retraite". On finit par penser que si les assurés sociaux avaient crié aussi fort que les retraités, la réduction des prestations n'aurait pas eu lieu. C'est une leçon que les syndicats devraient retenir car ils n'ont pas su, dans le dossier Assurances, défendre leurs intérêts. A vrai dire, ils se sont tus.

Il est aisé, quand on ignore tout des conséquences financières de ses actes, de promettre, à la veille de son départ, des réalisations de prestige et d'efficacité, tel le scanner. Or

suite p.7

SANTE (suite)

l'administration sait depuis longtemps que la capacité hospitalière du pays est trop importante et fort mal répartie. Qui aura la volonté d'ouvrir le dossier fondamental de la Santé, moderniser les techniques et mieux répartir les lits? Les autres réalisations affichées par M. Le Ministre MARESCA ont en fait été décidées par le Conseil de Gouvernement présidé par M. Jean Marie TJBIAOU : le Centre Médical de La Roche à Maré, Le Centre hospitalier de Poindimié, l'infirmérie Raoul FOLLEREAU, l'aménagement du Centre Hospitalier de Koumac. Quelles décisions étranges d'ailleurs de la part de M. MARESCA puisqu'il n'y a pas si longtemps, le Centre de Poindimié était abandonné, celui de Koumac condamné. Croyant sans doute aux effets électoraux des promesses, M. MARESCA se renie lui-même en abandonnant du bout des lèvres une politique non écrite de centralisation des moyens hospitaliers sur Nouméa.

Qui a été à l'origine du non remplacement des médecins de Pouébo, Hienghène, Ouvéa qui avaient quitté leurs postes après le 18 novembre ? C'est M. MARESCA. Sans doute, aurait-il aimé que les populations de ces régions viennent lui demander humblement de leur donner à nouveau un médecin ? Prétendre maintenant que la médecine traditionnelle risque d'entrouvrir la porte aux grandes épidémies, relève de l'intoxication. La médecine officielle investirait mieux son temps dans la définition d'un programme d'action, in-



cluant la médecine empirique et ses servants qu'en pratiquant l'anathème sur la tradition. Toute récrudescence des maladies transmissibles telles la tuberculose, la lèpre, la syphilis sera de la responsabilité du gouvernement qui s'est refusé délibérément à prendre les mesures utiles. Il s'agit d'ailleurs de maladies importées par la colonisation. Comme par hasard, elles sont parmi les plus virulentes.

Et que dire des discrets projets d'amélioration de la situation de divers personnels, notamment le personnel de direction du CHT, le personnel administratif du CHT... A l'opposé, rien n'est prévu pour promouvoir les infirmières adjointes qui servent dans la plupart des dispensaires et pratiquent les accouchements ; des idées aussi simples qu'une formation d'adaptation professionnelle étalée sur deux ans en vue de l'acquisition du statut d'infirmière autorisé, sont trop avancées pour le

Ministre. La prévention ne serait-elle pas de meilleure qualité si la formation des infirmières adjointes était relevée ? Et que fait le bureau d'éducation sanitaire ? N'a-t-il pas un rôle dans la prévention des risques ? Des médecins, avant le 18 novembre, partaient régulièrement en brousse faire des enquêtes épidémiologiques. Où sont-ils ? Comme les enquêtes, dans des cartons sans doute !

Mais le Ministre n'est pas à court d'inspiration. Il veut en effet proposer la couverture sociale généralisée que ses amis politiques avaient rejetée en juin 1984 et ouvrir la brousse aux médecins libéraux qui pourraient ainsi être remboursés par l'AMG. Au fond, pour que les médecins puissent bien gagner leur vie, ne vaut-il pas mieux que le nombre de malades se multiplient au préalable ? Les épidémies seraient-elles alors les bienvenues ? Ne serait-ce pas là votre diabolique calcul M. MARESCA ?

16^{ème} FORUM DU PACIFIQUE



Au Forum de Vila en Août 1981, le Premier Ministre Walter LINI et la délégation du Vanuatu.

Qu'est-ce que le Forum du Pacifique Sud ?

Le Forum, c'est la voix politique de notre région. Il regroupe les 13 pays indépendants du Pacifique Sud (voir liste (1)). Officiellement, le Forum a été mis en place au cours d'une réunion des chefs de gouvernement en août 1971 à Wellington (N.Z.). Toutefois, l'idée d'un "Forum politique" pour la région lui est bien antérieure.

Elle s'est progressivement imposée sous la poussée des deux facteurs :

- la vague de décolonisation des années 60. Plusieurs pays de la région accèdent à l'indépendance et ressentent le besoin d'une tribune politique régionale.

- la nécessité de compenser ou plutôt de compléter le rôle d'autres organisations régionales, telles la Commission du Pacifique Sud (CPS), organisations para-gouvernementales dont la vocation est de nature strictement apolitique.

Le Forum est donc né

d'une nécessité : faire entendre la parole du Pacifique Sud dans le concert international.

L'inconvénient étant que les Etats membres ne sont pas engagés juridiquement à appliquer à la lettre les résolutions des forums dès lors qu'elles les déplaisent.

Depuis 1971, deux thèmes ont dominé les travaux du Forum : la décolonisation et la dénucléarisation du Pacifique. En fait, il s'agit là des deux principales préoccupations de la région : un Pacifique indépendant et dénucléarisé.

Dès sa création, en 1979, le Front indépendantiste a immédiatement porté le problème kanak devant les instances régionales. Cette année-là, Jean-Marie TJIBAOU, Yann Céléné UREGEI et Nidoish NAISSELINE se sont rendus au 10^{ème} Forum qui se tenait aux Iles Salomons. La résolution finale, si elle mentionnait explicitement la nécessaire indépendance des Nouvelles-Hébrides, restait cependant très discrète sur

le problème de Kanaky. Elle se contentait de rappeler le respect du principe des droits des peuples à disposer d'eux mêmes dans les territoires français maintenus sans tutelle coloniale.

Depuis 1979, le FI, le FLNKS ont envoyé un émissaire à tous les forums du Pacifique Sud. Le travail d'explication et de sensibilisation a été renforcé par l'accession du Vanuatu à l'indépendance en 1980, état qui allait rapidement devenir le sanctuaire diplomatique du mouvement indépendantiste kanak.

Celui-ci dispose désormais d'un soutien inconditionnel au sein du Forum. C'est d'ailleurs depuis. Le Forum du Vanuatu en 1981 que le dossier de Kanaky devient le dossier n° 1 du Forum. Il figure en premier point de l'ordre du jour et a nécessité une journée entière de débats. A la suite du Forum de Vila, une délégation conduite par le Premier Ministre Fidgien Sir RATU MARA KAMISESE s'est rendu en France pour exposer les doléances des pays de la région auprès du Président François MITTERAND, concernant l'indépendance de Kanaky et la fin des essais nucléaires à Mururoa. Au Vanuatu, parmi la délégation du FI, il y avait Eloi MACHORO.

Port-Vila, Rotorua, Canberra puis Tuvalu l'année dernière. A Funafuti, le Forum a réaffirmé son soutien à l'accession de la Nouvelle-Calédonie, conformément au souhait de son peuple et de manière à ce que les "droits innés et actifs du peuple kanak", proclamés à Nain-

SUD-RAROTONGA [Iles Cook.]

ville-Les-Roches soient enfin garantis.

Depuis, il y a eu le 18 novembre, le Plan FABIUS et la base militaire. Depuis, il y a eu des morts en Kanaky. Pour les pays de la région, l'indépendance n'est pas seulement inéluctable : c'est aussi la seule garantie pour une paix et une stabilité durable dans la région. C'est dans cette perspective que vont s'ouvrir les travaux du 16ème Forum du Pacifique Sud aux Iles COOK la semaine prochaine.

Les états membres du Forum sont : Australie, Iles COOK, Fidji, Kiribati, Nauru, Nelle Zélande, Niue, Papouasie Nelle Guinée, Tuvalu, Vanuatu, Western Samoa et Salomons. Les états fédérés de Micronésie siègent également au Forum à titre "d'observateurs".

Un secrétariat permanent du Forum (SPEC) est basé à Fidji. 3 états de la région siègent actuellement au comité de décolonisation des Nations Unies : Papouasie, Fidji et Kiribati. Ce comité, couramment appelé "comité des 24", se réunit en 3 sessions annuelles. A la demande de la Papouasie Nelle Guinée, la prochaine session a été retardée en attendant les résultats du 16ème Forum du Pacifique.



INTERVIEW de YANN CELENE UREGEI

BWENANDO : Monsieur Le Ministre, vous venez de faire une tournée d'un mois dans les pays du Pacifique pour présenter les requêtes du FLNKS dans la perspective notamment du prochain Forum du Pacifique Sud qui va se tenir à Rarotonga (Cook Islands). Quel bilan tirez-vous de votre voyage?

Y.C.UREGEI : L'objet de cette tournée était d'informer les Etats membres du Forum sur les développements de la lutte de libération du peuple kanak face au plan néo-colonial du gouvernement français, dit Plan FABIUS, et de leur soumettre les demandes formulées par le FLNKS, notamment en ce qui concerne l'inscription de la Nouvelle-Calédonie sur la liste des Territoires non-autonomes du Comité de décolonisation des Nations Unies, le statut d'observateur du FLNKS au prochain Forum et la reconnaissance du Gouvernement Provisoire de Kanaky.

Au niveau de la région, les gouvernements des Etats de la Mélanésie ont réaffirmé leur engagement consacré par les résolutions adoptées lors de la rencontre entre les Ministres des Affaires Etrangères de ces Etats et moi-même, le 3 juin à Vila.

Rappelons que ces 3 Etats (Vanuatu, PNG et Salomons) ont réaffirmé la reconnaissance du droit du peuple kanak à l'indépendance, l'accord sur l'inscription de la N.C. au Comité de décolonisation et la nécessité des réformes élec-

torales garantissant les intérêts souverains du peuple kanak dans la perspective d'un référendum. Ces Etats condamnent également l'implantation d'une base militaire française dans la région.

Au niveau de l'Australie, de la Nelle Zélande et des Fidji, ces pays font état de réserves, notamment sur la question de

l'inscription du cas de la N.C. au Comité de décolonisation, à savoir si cette inscription va faire progresser ou reculer le processus de décolonisation.

Néanmoins, il y a un progrès tangible dans la position néo-zélandaise dans la mesure où cet Etat laisse ouverte la discussion concernant les doléances formulées par le FLNKS au niveau du prochain Forum.

Mais en vérité, et c'est là que le bilan est significatif, ces pays sont très préoccupés par les positions des Etats de la Mélanésie. Le gouvernement du Vanuatu a indiqué que si le cas de la NC, qui est un cas politique, n'est pas soulevé au Forum, le gouvernement de Vanuatu sera obligé de revoir sa participation au Forum. Il est même probable que les 3 pays de la Mélanésie quitteraient le Forum si celui-ci ne prend pas d'engagement, sans équivoque pour l'indépendance avec toutes les obligations qui en découleront.

BWENANDO : Vous conduirez vous-même une délégation du FLNKS à Rarotonga. Pensez-vous que ce Forum marquera (suite.P.10)

une étape importante dans la lutte du peuple kanak ?

Y.C.UREGEI : Etant donné la prise de position des Etats de la Mélanésie, je pense qu'effectivement ce Forum marquera une étape importante dans la lutte de libération du peuple kanak. Si les revendications du FLNKS n'aboutissent pas à un consensus, il est probable que les 3 pays de la Mélanésie qui nous soutiennent, prendraient l'initiative de porter eux-mêmes le cas de la NC devant le Comité de décolonisation : la Papouasie, qui siège dans ce comité, a demandé la suspension des travaux dudit Comité en attendant les résultats du Forum. Mais, bien entendu, s'il pouvait y avoir consensus, ce serait encore mieux car ce serait l'organisation politique de la Région qui parrainerait la requête du peuple kanak devant l'ONU. Donc, c'est positif car quelque soient les retombées du Sommet de Rarotonga, les garanties de voir cette question débattue aux Nations Unies nous sont désormais acquises.

Je vous rappelle d'ailleurs à ce sujet que la NC était déjà sur cette liste et que la France l'en avait retiré en 1947, prétextant que le pays avait déjà des pouvoirs très étendus. Or, à l'époque, le peuple kanak n'avait même pas droit au vote!

BWENANDO : Indépendamment de PNG, quels sont les autres Etats membres du Comité des 24 qui seraient susceptibles d'appuyer cette démarche pour l'inscription de la NC ?

Y.C.UREGEI : Je voudrais en profiter pour éclairer les militants

sur cette question de l'inscription KANAKY sur la liste du Comité de décolonisation, cela veut dire la prise en charge de la décolonisation de notre pays par la communauté internationale. Etre aussi sur la liste de décolonisation, c'est une garantie d'indépendance. Si le processus de décolonisation est entamé sous l'égide de l'ONU, il est irréversible, même si demain un gouvernement de droite passait au pouvoir en France. On ne pourra plus revenir en arrière, car les fameuses "contraintes constitutionnelles" invoquées invariably par les différents gouvernements de la France deviendraient de fait caduques.

Je puis vous affirmer que, à part PNG, la majorité des Etats membres du Comité de décolonisation reconnaît les droits légitimes du peuple kanak à l'indépendance. Au demeurant, si tel n'était pas le cas, la France prendrait aisément le risque de passer "cet examen international" et ne ferait pas de l'obstruction systématique. En fait, il est certain qu'une majorité de pays siégeant à l'ONU reconnaît le principe d'autodétermination du peuple kanak et soutient l'application de la déclaration sur l'octroi d'indépendance au pays et au peuple colonisé, en l'occurrence le peuple kanak.

BWENANDO :irez-vous vous-même à New York ?

Y.C.UREGEI : Oui, je peux vous annoncer, dans la suite logique du travail mené pour aboutir au Forum, que j'irai aux Nations Unies avec les représentants du Vanuatu qui ont bien voulu m'inclure officiellement dans leur délégation.

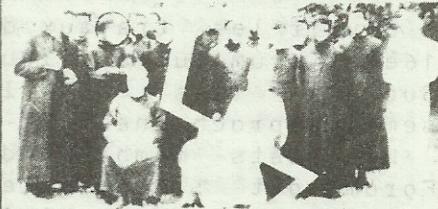
Librairie
Edipop



APOLLINAIRE
ANOVA
ATABA

Prêtre kanak (1929-1968)

d'ATAÏ
A L'INDEPENDANCE



Préface de François BURCK
Association pour la création d'un Institut Kanak d'histoire moderne

EDIPOP - NOUMEA - 1984

Titres commandés :

NOM : _____
PRENOM : _____
ADRESSE : _____

Bon de commande à
retourner à EDIPOP BP
1671 NOUMEA

ASSOCIATION POUR LA FONDATION D'UN INSTITUT KANAK D'HISTOIRE MODERNE

Contribution à

**HISTOIRE
du PAYS KANAK**



EDITION IKS

Vous avez été colonisés pour être civilisés...

L'affaire est entendue et se passe évidemment de commentaires. Fondamentalement, l'Etat colonial se doit d'assurer sur le plan international une mission d'hygiène morale élémentaire. La France des Lumières ne pouvait quand même pas laisser dépérir ces pauvres kanaks dans les ténèbres de l'ignorance.

Sur le fond, des générations d'intellectuels français ont répondu de façon définitive à cette imposture idéologique. Nous ne reviendrons pas là-dessus. BWENANDO n'a sans doute pas de place pour les débats d'arrière-garde.

Par contre, il serait peut-être temps, 130 ans après le début de la campagne de civilisation, de scruter à la loupe le discours de nos soit-disant maîtres à penser. Des fois que KANAKY serait l'exception qui confirme la règle.

A la réflexion, on s'aperçoit qu'ici le discours de droite se résume en deux mots : CALEDONIE FRANCAISE. Après ce slogan, la droite calédonienne a tout dit. Et pour elle, c'est peut-être mieux ainsi. Car les explications pourraient avoir un effet boomerang redoutable.

Comment expliquer au bon peuple qu'après un beau défilé bleu-blanc-rouge, tel responsable du RPCR envoie discrètement ses capitaux en AUSTRALIE, en SUISSE ou aux ETATS-UNIS ? La fibre patriotique s'arrêterait elle aux portes de la BNP ?

S'agissant de dépendance, il faudrait dire au bon peuple que le Droit des peuples à disposer d'eux-mêmes est reconnu tout honnêtement par la Constitution française. Mieux : que les conclusions de la Conférence de Brazzaville ou de Nainville-les-Roches sont des engagements solennels de la Nation Française.

Décidément, la droite calédonienne est bien mal placée pour se référer à la FRANCE. La FRANCE de LE PEN ou de l'OAS peut-être ! Pas la FRANCE des libertés et de la justice.

Le deuxième mythe véhiculé par la droite calédonienne, c'est la référence à la nébuleuse "Société pluri-ethnique". Ben voyons... Après avoir massacré puis marginalisé les kanaks, après avoir honteusement exploité les tonkinois, javanais et autres polynésiens, après avoir fait unique dans l'histoire de ce pays - expulsé des résidents vietnamiens... Voilà que la droite se paie le luxe de nous sermonner sur la société multiraciale.

Passons sur le fameux "il faut faire du blanc" de LAROQUE à l'Assemblée Territoriale. Plus significatif est l'utilisation de la communauté wallisienne. Au sein du RPCR, les wallisiens ne sont-ils bons qu'à jouer les gros bras et à casser du kanak ? On aimeraît sur ce point écouter Atélémo, le conseiller territorial RPCR, chef coutumier wallisien mais néanmoins chauffeur à LAROQUE.

Lorsqu'on affiche un tel racisme primaire, on

devrait s'obliger à une certaine réserve. A une certaine pudeur. Décidément, la droite calédonienne est mal placée pour parler de société pluri-ethnique. UKEIWE, NEOERE ou ATELEMO, s'ils connaissaient mieux la société océanienne, devraient savoir que sur la cohabitation sociale, les kanaks n'ont de leçons à recevoir de personne. Surtout pas de la Droite.

Alors faisons le bilan. Dépouillée de l'abibi bleu-blanc-rouge, disqualifiée pour nous jouer le refrain de la fraternité, la droite calédonienne devrait se taire. Tout simplement. Sur le plan politique, social ou culturel, elle a été incapable en 130 ans de produire une réflexion qui prenne en compte les réalités spécifiques de ce pays. Recroquevillée sur la défense maladive des priviléges de certains, imperméable au mouvement des idées qui ont secoué le siècle, la droite ne fait que rabâcher les vieilleries coloniales du 19ème siècle. Il faut bien se l'avouer : s'il est notoirement admis que la droite française est la droite la plus bête du monde, la droite calédonienne, elle, est une curiosité anthropologique. Aucune idée. Même pas d'idéal.

C'est Albert CAMUS qui disait qu'un homme sans idéal vit contre un mur. Et vivre contre un mur, c'est la vie des chiens.

Pour Kanaky, nous ne revendiquons rien d'autre qu'une société pour des hommes.

REZO DJYAS

SALVADOR



La guérilla salvadorienne a attaqué récemment une prison située dans une banlieue populaire de San Salvador - 104 détenus dont 13 "politiques" ont pu prendre la fuite.

Les guerilleros du FMLN (Front Farabundo Martí de Libération Nationale) ; équipés d'armes automatiques et de mortiers de 90 millimètres ont ouvert une brèche dans l'un des murs d'enceintes permettant ainsi aux détenus de s'évader.

Trois gardiens ont été blessés au cours de l'attaque. Cette prison, la

prison de MARIONA, abrite 1500 personnes, dont 500 prisonniers politiques.

- De 1980 à 1984, selon les organismes des Droits de l'Homme, il y a eu 50.999 assassinats, 3.794 disparus. Les secteurs qui ont été les plus touchés : il y a eu 2425 ouvriers assassinés, 11.302 paysans, 1196 étudiants. Les autres n'ont pas été reconnus, à cause de la façon de défigurer les cadavres qu'à la dictature. Pour avoir une idée de ce qui se passe en 1985, rien qu'en jan-

vier, il y a eu 113 assassinés par les corps de Sécurité, et 17 disparus. En février, il y a eu 147, dont 26 assassinés par les escadrons de la mort.

En ce qui concerne le domaine militaire, les chiffres augmentent chaque année, par exemple les bombardements de la population civile. En 1982 : 11 ; en 1983 : 227 ; en 1984 : 338.

La guerre a déjà provoqué 890.500 déplacés et 500.000 en plus à l'intérieur du pays.

TURQUIE

Un procureur militaire a requis 71 peines de mort dans le procès de 924 militants de la principale organisation clandestine d'extrême-gauche turque, DEV-YOL (la Voie Révolutionnaire), qui se poursuit depuis 4 ans devant un

tribunal de l'Etat de Siège d'ERZURUM (Est de la Turquie).

Ce procès est le plus important instruit par la justice militaire depuis le coup d'Etat de septembre 1980.

Dans son réquisitoire, le Procureur, outre 71 peines de mort, a demandé notamment 10 réclusi-

ons à perpétuité, 43 peines de 10 à 24 ans de prison et 428 peines de 5 à 15 ans de prison. Ces militants, qui appartiennent à divers groupes de DEV-YOL actifs en Anatolie Orientale, sont accusés de nombreuses "actions terroristes" perpétrées avant le Coup d'Etat fasciste.

fiji

UN EXEMPLE A NE PAS SUIVRE

Le Premier Ministre Mélanésien de Fiji, Sir Ratu Mara Kamisese, viennent de refuser de recevoir Yann Céléné UREGEI (Ministre des Affaires Etrangères du Gouvernement Provisoire de Kanaky).

De plus, il a déclaré au sujet de la Nouvelle-Calédonie que pour lui, seule une "indépendance pluriethnique" pouvait être envisagée.

Mais voyons un peu comment se passe cette fameuse indépendance de Fiji où la "cohabitation" entre indiens et mélanésiens est intéressante à analyser.

En effet, la Constitution fidjienne prévoit que 90% des terres sont réservées de droit aux mélanésiens avec possibilité de les louer sous forme de baux à des exploitants privés ou à des sociétés. C'est ce qui explique que la communauté indienne, qui représente aujourd'hui plus de la moitié de la population, exploite une bonne partie de la canne à sucre.

ANTARCTIQUE Un nouveau navire de GREENPEACE doit appareiller le 28 juillet pour une mission de surveillance en Antarctique, selon l'annonce faite la semaine dernière à pondre par l'organisation écologiste.

L'organisation, qui a perdu le "RAINBOW WARRIOR" dans un attentat à Auckland (Nouvelle-Zélande) la semaine dernière, s'est vu offrir un

Ce qui a pour résultat que cette même communauté indienne contrôle du coup tout le secteur économique en échange de quelques royalties aux mélanésiens.

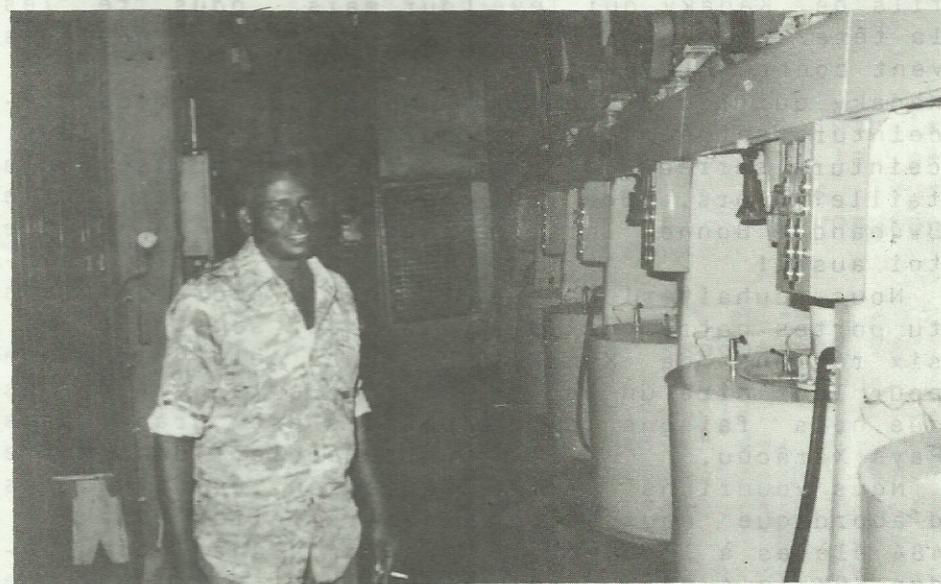
Pour exemple : les commerces, les banques, les petites industries, les transports et jusqu'à l'usine de transformation de canne à sucre de Lautauka dirigée et exploitée à 80% par des indiens.

On voit bien là que même si constitution-

Comme quoi, l'indépendance pluriethnique peut très bien faire qu'une communauté importée dirige, par le biais de l'économie, le peuple d'origine.

On comprend mieux pourquoi la droite ici accepterait bien un Etat où les kanaks auraient le pouvoir politique à condition de ne pas toucher aux gros intérêts des capitalistes en place.

Mais au fait, c'est sûrement pour cela que



Un contremaître indien dans la raffinerie de sucre de LAUTAUKA

nellement les mélanésiens auront la présidence de la République et les terres à vie, le pouvoir économique est malheureusement bien parti pour leur échapper à vie aussi.

remorqueur de haute mer de mille tonnes, par un donneur anonyme vivant aux Etats-Unis. Le bâtiment a été baptisé "GREENPEACE".

Les deux autres navires de l'organisation sont le "CYRIUS" qui est accé à Bournemouth, en Angleterre, et le "VEGA" qui naviguera vers l'atoll de Mururoa dans les jours prochains pour protester contre la

l'on parle ici d'indépendance kanak et "sociéliste".

L'exemple fijien nous aura au moins fait tirer la leçon : qu'il n'est pas à suivre.

poursuite des essais nucléaires français.

"LE GREENPEACE" quittera Londres dans 10 jours et devrait atteindre le Pôle Sud en décembre. Une équipe de 4 personnes y débarquera pour s'assurer le respect du traité sur l'Antarctique, signé en 1959 par 16 pays et interdisant toute exploitation à des fins économiques des richesses naturelles de cette région.

ECOLE POPULAIRE EN PAYS XÂRÂCÙÙ

Les 405 enfants de "Inu mè mègè" - les 54 animateurs - les parents - les militants de Xaracùù saluent bien fort la venue au monde de Bwénando et lui souhaitent longue vie et surtout "Bon vent" dans cet océan où trop souvent les mauvaises tempêtes s'élèvent contre le peuple. Mais mon Dieu, que peut la houle contre le fils de Kanaky qui lève la tête? Que peut le vent contre le fils de Kanaky qui tient bien sa ceinture serrée à sa ceinture serrée à sa taille? Alors... Bon vent Bwénando! Bonne lutte à toi aussi!

Nous souhaiterions que tu portes notre voix aux six régions de Kanaky, pour leur dire un peu ce que nous faisons ici en Pays Xârâcùù.

Nous voudrions dire d'abord que nous étions 484 élèves à l'ouverture des EPK le 4 mars dernier. Maintenant nous sommes 405. Les autres sont repartis à l'école coloniale... Découragés? Peut-être! Pour nous, c'est normal, dans toutes les marches, courses,

matchs, on en perd toujours en cours de route... Tantôt on se fait descendre, tantôt on se casse un pied, on perd un œil et on s'arrête... Nous sommes encore courageux pour continuer car Kanaky a surtout besoin que nous soyons courageux!

Depuis le 4 mars donc, nous avons dit des choses, nous en avons fait un peu aussi... Ca a été dur mais nous te les livrons ici en quelques lignes :

Nous nous sommes répartis sur 13 tribus. Notre plus grosse école compte 59 élèves, notre plus petite en compte 10. Chaque école fonctionne 3 jours complets sur 5 par semaine (18h). Pourquoi cela? Parce que pour nous la part de nos parents est grande dans notre école, dans notre éducation, au niveau des savoirs-faires kanak propres à chez nous... C'est avec eux donc que nous travaillons les 2 autres jours. Dans les écoles les plus dynamiques nos parents s'organisent pour que les activités se fassent soit ensemble, soit par groupes, soit par secteurs

Les Parents construisent plusieurs cases en ce moment pour les écoles : local de classe, réfectoire, bibliothèque. Nos animateurs travaillent sans arrêt sur ce qu'ils doivent faire avec nous. Ils le font par école et ils se retrouvent tous les 15 jours pendant une journée pour apprendre la langue (écrire, textes, approfondir les thèmes, réfléchir sur inu mè mègè), à s'occuper des enfants (travail, ap-



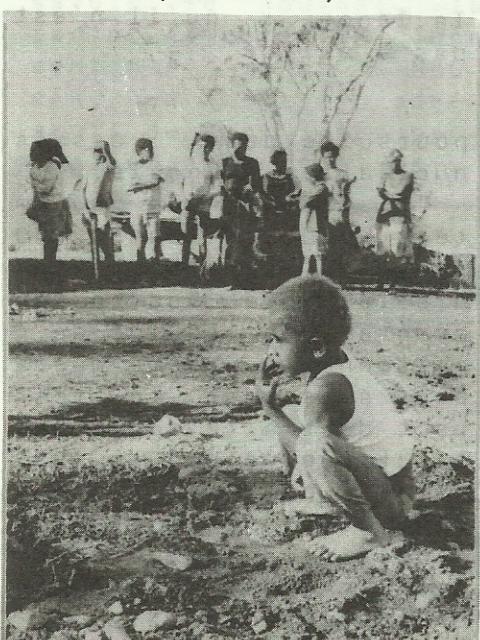
prendre à lire et écrire aux enfants etc...).

Des animateurs, des parents, des enseignants se sont regroupés (12) pour réfléchir sur le contenu de notre école. Ils le font 1 fois toutes les 3 semaines.

Par école, il y a au moins une réunion de bilan (enfants, parents, animateurs bureau de la section de base) du travail des 15 jours - ce que nous avons réalisé et ce que nous avons "appris".

Nous partons en grandes vacances le 20 juillet prochain pour revenir à l'école le 9 septembre au matin. C'est la saison des débroussaages et des labours. Nous allons nous y adonner corps et âme car l'igname car l'igname c'est nous ça! Chaque école prépare un livret de textes et un autre sur un thème pré cis qu'elles présentera ce jour-là tout écrit en Xaracùù..

Les écoles de Xaracùù voudraient ici, avant de terminer, dire merci au SELEC, à la Ligue des Droits de l'Homme qui nous ont beaucoup aidés pour les fournitures scolaires et du matériel de construction.



Faites du sport, pas de la politique!

"Ne mélangez pas le sport avec la politique", a-t-on coutume d'entendre dans la bouche des petits barons de COUBERTIN du RPCR. Oui, mais pas n'importe quel sport. Le petit chef d'œuvre ci-dessus accouché par le Ministère de WAMO Goïne nous renseigne très justement sur les critères de sélection qui prévalent dans l'attribution des subventions à des organismes sportifs : le profil du faciès d'abord, le biceps après.

Ainsi, dans la perspective de l'organisation des jeux du Pacifique Sud, le Ministère de la Jeunesse et des Sports a privilégié les subventions aux sports pratiqués quasi-exclusivement par des blancs :

cyclisme, natation, voile au détriment des disciplines de masse comme le football et le cricket, pratiquées elles, presque exclusivement par des kanaks. Les ligues de natation, de voile, de cyclisme et de sport équestre reçoivent 2 FOIS PLUS d'argent que les ligues de football et de cricket réunis, totalisent pourtant deux tiers de licenciés sportifs du Territoire.

Apparemment, le moral sportif s'accomode pour bien de cette entorse aux sacro-saintes régées "démocratiques", car c'est bien le seul domaine où les minorités peuvent être traitées comme des majorités sans que cela dérange les tribunes officielles.

HONTE POUR LE PEUPLE KANAKAU FESTIVAL DES ARTS DE TAHITI (suite.P. 16.)

te préparation, UKEIWE et son équipe de kanaks de service ont réclamé et obtenu l'annulation de ce Festival pour ensuite, et c'est le comble, s'excuser auprès des étrangers plutôt qu'aujourd'hui de toutes nos vieilles et de tous nos vieux qui ont passé bien des nuits blanches à transmettre aux jeunes générations tout ce patrimoine culturel qui fait leur identité et leur fierté. Et sans aucun complexe, il faut entendre avec quelle suffisance LOUECKOTE "chef de la délégation" parler de la culture, avec quelle arrogance UKEIWE traiter de "pseudo-coutumiers", les autorités qui avaient osé réclamer le boycott du Festival de son frère Gaston FLOSEE.

Lui, UKEIWE, présent à Tahiti, "incarnait" la légitimité, la réussite ; les autres, les FLNKS, des hors-la-loi et des terroristes, les autorités coutumières, des sauvages !

Qu'UKEIWE soit un pantin, une marionnette au service de ses maîtres LAFLEUR et LAROQUE, c'est son problème et cela n'engage que lui.

Il peut même, si cela conduit à le décomplexer, une fois perdu le titre de "Président du Gouvernement", passer son temps à se frotter avec une brosse métallique pour enlever sa couleur de peau trop foncée ou carrément de se peindre en blanc laqué.

Mais qu'il méprise et bafoue les autorités coutumières, qu'il insulte quotidiennement le peuple kanak, qu'il vomisse dès qu'il ouvre la bouche sur le FLNKS, alors là, c'est autre chose et il est nécessaire de réagir.

Il faut que les UKEIWE, PARAWI-REYBAS, WEMA Delin, TIDJINE, LOUECKOTE et consorts, comprennent une bonne fois pour toutes ce qu'il en coûte de braver les interdits coutumiers.

Il faut dorénavant montrer à ces minables que nul ne pourra impunément se gargariser ou se pavanez aux dépens de la dignité du peuple kanak.

Il est de notre devoir de faire en sorte que ceux qui seront chargés de le représenter, de parler en son nom, soient des représentants légitimes du peuple kanak dans tous les sens du terme, et non plus des serviteurs zélés du système colonial.

Ne laissons plus ce genre d'individus avilir le peuple kanak pour faire plaisir à leurs maîtres.

Il faut leur fermer la bouche, il faut les combattre. Qu'ils n'aient pas un seul instant de répit. Montrons leur ce qu'il en coûte de se croire au-dessus des règles de notre société.

C'est une question de morale.

C'est une question de survie.

MINISTÈRE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS, CHARGE DE L'ORGANISATION DES JEUX DU PACIFIQUE SUD

Attribution de subventions à des organismes sportifs désignés ci-après	- Comité régional de cyclisme	2 800 000
- Ligue de NC d'athlétisme	- Ligue NC de football	2 500 000
2 450 000	- Comité régional d'halterophilie	400 000
- Région fédérale de basket-ball	- Ligue de NC de handball	1 000 000
700 000	- Ligue de NC de judo	1 200 000
- Ligue de Badminton de NC	- Ligue de NC de natation	
140 000		
- Comité régional de boxe	- Comité régional de Pugay	2 250 000
330 000		1 000 000
- Fédération française de cricket	- Ligue équestre de NC	700 000
2 400 000		

- Comité régional de la FFESSM	700 000
- Ligue de NC de tennis	1 000 000
- Ligue de NC de tennis de table	1 100 000
- Ligue de tir de NC	20 000
- Ligue calédonienne de voile	3 060 000
- Ass. de planeurs ultra légers motorisés de NC	100 000
- Ass. de vol libre de NC	300 000
- Comité territorial olympique et sportif de NC	450 000
- Union sportive de l'enseignement du premier degré	100 000
TOTAL	24 700 000

HONTE POUR LE PEUPLE KANAK AU FESTIVAL DES ARTS DE TAHITI

Les commentaires entendus dans les différents reportages de RFO sur la délégation de la Nouvelle-Calédonie au Festival des Arts de Tahiti font état de "l'énorme succès" de cette délégation et soulignent que les représentants calédoniens auraient marqué d'une "empreinte particulière" le IVème Festival des Arts du Pacifique.

Il faut croire que le parfum des fleurs de tiaré a grisé le journaliste au point qu'il en rajoute à la pelle lorsqu'il parle de la délégation néo-calédonienne : on compense comme on peut le défaut de talent et d'originalité. Car, si cette délégation a vraiment marqué ce Festival, c'est dans la vulgarité et la médiocrité : vulgarité dans les attitudes, les comportements. Médiocrité dans les prestations, les tenues et les propos. Que dire en effet de gens, et particulièrement de femmes kanak supposées représenter les valeurs les plus nobles d'une culture qui, dès la première photo à l'arrivée à FAAA montraient une certaine vulgarité par des poses indécentes ?

Comment qualifier autrement l'attitude de ces gens qui, aux dires des responsables mêmes de l'organisation du Festival, n'avaient qu'une préoccupation : picoler ?

Comment ne pas avoir honte lorsque la culture kanak, si originale et si riche, est dévoyée par des prestations qu'un journal de Tahiti a qualifié de "ternes" ?

Que penser encore, d'un soit-disant "Ministre de la Culture" qui va s'excuser devant les peuples du Pacifique de..."l'annulation du Festival prévu en décembre dernier en Kanaky ?"

Et que dire encore, lorsqu'au village des artisans du Taaone, chaque délégation avait à cœur de montrer la "quintessence" de leur patrimoine artisanal: les aborigènes fabriquant des boomerangs, les tahitiens construisant des pirogues, les pascuans sculptant la pierre, les Iles COOK étalant leur maîtrise du tressage tandis que les calédoniens "s'illustraient" par une exposition style Foire de Bourail ou curios à touristes : la représentation culturelle du pays kanak à la sauce caldoche. C'est tellement grotesque que cela pourrait prêter à rire.

Mais c'est si dégradant pour notre culture que l'on a surtout envie de pleurer de honte.

La gravité de ce qui s'est passé à Tahiti doit nous pousser à réagir. Il faut que ceux qui se sont permis de salir à ce point le peuple kanak dans sa dignité culturelle aient en retour la juste leçon qu'ils méritent pour que plus jamais pareil affront ne puisse se reproduire.

Pendant des mois, des journées et des nuits entières, les kanak s'appuyant sur l'accord des autorités coutumières, ont appris et répété auprès des vieux, des dépositaires des traditions, les chants et les danses les plus sacrées de notre culture en prévision du Festival de décembre 84.

Méprisant les autorités coutumières et sans considération aucune pour toute cet-



"Et dire que je l'aimais !"

(suite) P.15